



**Bureau d'information
et de communication**

Rue de la Barre 2
1014 Lausanne

COMMUNIQUÉ DE PRESSE État de Vaud

20E ASSISES VAUDOISES DE L'IMMIGRATION DU 28 SEPTEMBRE 2024

La lutte contre le racisme dans le canton de Vaud

Cette année, les Assises vaudoises de l'immigration ont repris le thème de l'édition de 2004 : la lutte contre le racisme. L'occasion, 20 ans après, de faire un bilan du chemin parcouru dans le canton, des avancées et des difficultés pour mener ce travail au long cours contre ce fléau. Le racisme n'a pas disparu ; il est aujourd'hui davantage nommément désigné, plus explicitement combattu. Son caractère systémique est mis à jour par des études. A l'occasion des Assises, le Prix IntégrAction 2024 a par ailleurs récompensé les associations NELA et Action-parrainages.

Organisées par la Chambre cantonale consultative des immigrés (CCCI) présidée par Guy Gaudard, les Assises de l'immigration 2024, ont été consacrées samedi à la lutte contre le racisme, sujet de l'édition de 2004. « 20 ans plus tard, si les choses ont avancé, les constats ont aussi évolué. Le racisme est une réalité bien présente en Suisse », souligne Isabelle Moret, cheffe du Département de l'économie, de l'innovation, de l'emploi et du patrimoine.

Depuis cette époque, le Bureau cantonal pour l'intégration des étrangers et la prévention du racisme (BCI) créé en 2009 a mis en place dès 2012 une consultation pour les personnes confrontées au racisme, complétée par la suite par celle du Bureau lausannois des immigrés (BLI). Une nouvelle consultation est aujourd'hui en projet dans le nord du canton. Pour contrer le racisme systémique, des plans d'action sont en cours ou en réflexion avec divers services cantonaux, dont la police, les écoles et le secteur de la santé,

A l'occasion des Assises, Ludovic Vérolet, juriste spécialisé dans ce domaine, a relevé que, si la norme pénale contre la discrimination et l'incitation à la haine (article 261 bis du code pénal) permet certes de contrer des actes et comportements racistes, elle connaît toujours, malgré 30 années d'existence, des défis dans son application (la dimension publique de l'acte est nécessaire pour que l'infraction soit constituée et les définitions des groupes ou individus ciblés sont très restrictives).

Denise Efonayi-Mäder, directrice adjointe du Forum suisse pour l'étude des migrations et de la population de l'Université de Neuchâtel, constate l'existence d'un réel racisme systémique, soit un racisme qui dépasse les seuls comportements individuels déviants et peut inconsciemment influencer les institutions.

Ninian Hubert van Blijenburgh, anthropologue, a relevé que l'affirmation scientifiquement fondée que les races n'existent pas (il n'y a qu'une espèce humaine) doit être complétée par une explication qui rend compte des diversités humaines. Il souligne qu'une éducation à la diversité est essentielle pour contrer les représentations racistes erronées.

La journaliste Julie Eigenmann a également présenté l'enquête exploratoire « La Suisse en flagrant déni » qui rassemble témoignages et analyses sur diverses facettes concrètes du racisme. Plusieurs articles tirés de cette enquête ont été exposés au sein de la Haute école de travail social et de la santé de Lausanne (HETSL) qui accueillait les Assises cette année.

Le prix IntegrAction 2024 a été décerné par le président du jury, le professeur Patrick Bodenmann, médecin chef du Département vulnérabilités et médecine sociale du Centre universitaire de médecine générale et santé publique (Unisanté), à deux lauréats : d'une part l'association NELA qui accueille, soutient et encadre de jeunes migrant·e·s à travers des parrainages et la réalisation de projets culturels et sociaux, d'autre part à l'association Action-parrainages qui met en relation familles habitant le canton et migrant-e-s afin de faciliter leur intégration, en favorisant l'apprentissage du français et la création de liens avec la population.

Bureau d'information et de communication de l'État de Vaud

Lausanne, le 30 septembre 2024

Guy Gaudard, président de la Chambre cantonale consultative des immigrés
DEIEP, Amina Benkais-Benbrahim, déléguée cantonale à l'intégration